

**Déclaration du Centre National d'Appui au Développement et à la  
Participation Populaire , CENADEP en sigle , en rapport avec le  
développement de la situation à Bukavu**

Le Centre National d'Appui et à la Participation Populaire, CENADEP suit de très près le développement de la situation dramatique qui prévaut à Bukavu, ville occupée depuis mercredi 2 juin 2004 par les éléments des forces armées rwandaises.

Le CENADEP condamne avec la dernière énergie cette invasion de la République Démocratique du Congo par le Rwanda et relève que l'affaire du colonel Mutebuzi et du général Laurent Kunda est une pure fabrication ruandaise.

Cette prétendue mutinerie n'est qu'un arbre qui cache la forêt, car le vrai problème à l'heure actuelle c'est l'invasion de la RDC par l'armée rwandaise qui vient de se concrétiser. Déjà, les Nations Unies, les Organisations Non Gouvernementales internationales et nationales, les différentes composantes de la société civile ont signalé depuis longtemps la présence des troupes rwandaises dans la partie est de la RDC. Aujourd'hui, il ne fait l'ombre d'aucun doute, plusieurs bataillons de l'armée rwandaise sont entrés en RDC au niveau des frontières de Goma et de Bukavu.

Le CENADEP juge les déclarations du Ministre Rwandais des Affaires étrangères, Charles Morigante de mensongères du fait qu'il nie la présence des soldats rwandaises sur le sol congolais.

Le CENADEP soutient que le Rwanda poursuit deux objectifs dans la nouvelle guerre en République Démocratique du Congo : le premier objectif est lié au pillage des ressources naturelles du Congo et à cet égard, le rapport des experts du panel des Nations Unies sur le pillage des ressources naturelles de la RDC a pointé le doigt accusateur sur le Rwanda .

Ce pays n'a jamais mis en place une commission d'enquête pour vérifier les accusations portées contre lui. Nous pensons que suite à la réduction des appuis internationaux et face au

mécontentement interne grandissant, le gouvernement rwandais n'a trouvé qu'une seule alternative : envoyer des soldats sur le sol congolais pour perpétrer le pillage des ressources naturelles. C'est ce qui explique les graves pillages qui sont observés dans la ville de Bukavu.

Le CENADEP estime qu'il est temps d'arrêter cette folie meurtrière pour que demain on n'assiste pas une fois de plus à l'entrée sur scène des réseaux maffieux qui encouragent la guerre et la destruction de la RDC pour opérer calmement .

Le CENADEP relève que le deuxième objectif poursuivi par le Rwanda est la partition de la RDC en vue de réaliser leurs visées expansionnistes de création d'un état fantoche. Cette aventure ruandaise en RDC intervient juste au moment où le processus de paix commençait à porter les premiers fruits avec l'appui de la Communauté Internationale , le retour des bailleurs des fonds ( FMI et BM), la restructuration de l'armée et la préparation des élections voulues libres et transparentes .

Le CENADEP estime que le Rwanda distrait inutilement la Communauté Internationale en soutenant cette aventure fantoche et il relève que le Rwanda n'aura pas le soutien de la population du Kivu encore moins celui de la Communauté Internationale.

Selon le CENADEP, la stratégie du Rwanda est de maintenir un état d'insécurité permanente à nos frontières communes relativisant l'intégrité et la souveraineté du Congo dans le seul souci de créer des couloirs ou zone tampon qui permettent à ses troupes de bien piller nos richesses naturelles avec la complicité des sociétés multinationales maffieuses.

Eu égard à ce qui précède le CENADEP exige de la Communauté Internationale et de l'Union Africaine de condamner avec la dernière énergie cet acte et craint que cette aventure ne marque une situation d'instabilité totale dans la Région des Grands Lacs. Le CENADEP exige particulièrement des Nations Unies et de l'Union Européenne :

- ◆ Condamner fermement cette aventure meurtrière du Rwanda ;
- ◆ Demander le retrait immédiat et sans condition des troupes ruandaises de Bukavu et de toute autre partie de la RDC ;
- ◆ Demander à la Monuc d'intervenir en usant de la force conformément au chapitre 7 pour ne pas donner une caution à ces genres de situation et pour qu'elle ne soit pas accusée de complicité ou de partialité ;

- ◆ Demander à la Monuc d'arrêter le pillage et d'assurer la protection de la population civile à Bukavu et partout où elle est présente ;
- ◆ Assister militairement le gouvernement congolais à rétablir l'ordre et la sécurité dans cette partie du pays afin de prévenir qu'un nouvel aventurisme d'état ne porte atteinte à la sécurité internationale ;
- ◆ Soutenir le processus de paix en cours en RDC devant conduire jusqu'aux élections libres et transparentes ;
- ◆ Protéger la population civile qui subit les affres de la guerre tout en rappelant que la RDC a eu plus de 3 millions de morts en cinq années de guerre. Il faut arrêter le carnage du peuple africain par des aventuriers ;
- ◆ Demander la solidarité internationale et mondiale pour arrêter la criminalité en Afrique centrale ;
- ◆ Accélérer le processus sur la Conférence de paix dans les Grands Lacs pour que ces questions soient portées au débat afin que des solutions durables soient trouvées ;
- ◆ Prévenir le massacre gratuit des populations civiles .

Le CENADEP exige du Gouvernement Congolais de s'investir dans la recherche des voies et moyens d'assurer convenablement :

- la protection des personnes et leurs biens,
- l'intégrité du territoire national,
- l'allègement de la pauvreté de la population,
- de sanctionner tous les militaires congolais qui sont embarqués dans cette aventure .
- de poursuivre sans désespérer le processus de paix en cours en République Démocratique du Congo
- de conduire les populations congolaises aux urnes seules sources de légitimité.

Le CENADEP demande aux populations congolaises de se mobiliser comme un seul homme en vue barrer la route à ses fauteurs en eau trouble qui sont jaloux des avancées observées sur la voie de la recherche de la paix , l'unification du pays et de défendre farouchement l'intégrité du territoire national .

Fait à Kinshasa le 3 juin 2004